

2.2. L'évolution de la situation économique et financière dans la zone CEMAC

| Taux de croissance du PIB en volume | | | | |
|-------------------------------------|-------------------------|------------|------------|------------|
| | <i>(en pourcentage)</i> | | | |
| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 (a) |
| Cameroun | 5,2 | 4,1 | 4,1 | 4,5 |
| Centrafrique | 0,9 | 0,5 | - 1,1 | - 7,2 |
| Congo | 7,6 | 3,8 | 4,6 | 1,0 |
| Gabon | - 1,9 | 2,0 | - 0,3 | 2,2 |
| Guinée équatoriale | 13,1 | 67,8 | 20,2 | 13,6 |
| Tchad | - 0,7 | 9,4 | 9,7 | 11,9 |
| CEMAC | 3,2 | 6,1 | 4,2 | 4,1 |

(a) estimations
Source : BEAC

En 2003, le taux de croissance du PIB, en termes réels, des pays membres de la Communauté Économique et Monétaire d'Afrique Centrale (CEMAC) s'est établi à 4,1 %, soit un niveau proche de celui de 2002 (4,2 %). La sous-région a bénéficié de l'augmentation de la production pétrolière avec la mise en service, en juillet 2003, des gisements du bassin de Doba au Tchad dans un contexte d'évolution favorable des termes de l'échange résultant du redressement des cours des principaux produits de base exportés.

Les économies de la Guinée Équatoriale (+ 13,6 %) et du Tchad (+ 11,9 %) ont été particulièrement dynamiques. L'économie camerounaise, qui représente près de la moitié du PIB de la CEMAC, a progressé de 4,5 %. Seule la République Centrafricaine a du faire face à une récession (- 7,2 %) en raison des troubles socio-politiques de mars 2003.

En ce qui concerne l'évolution des prix, le taux d'inflation a atteint 1,3 % en moyenne annuelle (3 % en 2002), confirmant la tendance à la décélération observée en 2002, du fait essentiellement de l'accroissement de l'offre de produits vivriers consécutif aux bonnes récoltes au titre de la campagne 2003-2004.

S'agissant des relations financières internationales, seul un pays (le Cameroun) bénéficiait, au 30 juin 2004, d'un accord FRPC (Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance). De son côté, le Gabon a conclu, le 28 mai 2004, un accord stand by (SBA) de 14 mois avec le FMI. Par ailleurs, la RCA a obtenu, le 23 juillet 2004, un crédit de USD 8,2 millions dans le cadre d'un programme post-conflit. À cette date, le Congo était en négociation avec le FMI, en vue de conclure un programme. En ce qui concerne le Tchad, les négociations relatives à la 6^{ème} revue au titre de la FRPC n'ont pas abouti au premier semestre 2004.

| Accords entre le FMI et les pays de la CEMAC au 30 juin 2004 | | | | |
|--|-----------------------------|-------------------|------------------|----------------------|
| | <i>(en millions de DTS)</i> | | | |
| | Date de mise en place | Date d'expiration | Montant approuvé | Montant non décaissé |
| Cameroun | 21/12/2000 | 20/12/2004 | 111,42 | 31,83 |
| Gabon | 28/05/2004 | 30/06/2005 | 69,44 | 55,55 |

Source : FMI

2.2.1. L'activité

Comptes nationaux des pays de la CEMAC (a)

Agrégation des comptes nationaux des 6 pays de la CEMAC – Chiffres non consolidés

(en milliards de francs CFA courants)

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 (b) |
|--|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|
| RESSOURCES | 20 332,4 | 21 979,3 | 22 899,8 | 23 826,1 |
| PIB (au prix du marché) | 15 318,4 | 15 793,5 | 16 665,8 | 17 462,7 |
| Importations de biens et services | 5 014,0 | 6 185,8 | 6 234,0 | 6 363,4 |
| Biens | 2 670,5 | 3 539,4 | 3 465,7 | 3 549,3 |
| Services | 2 343,5 | 2 646,4 | 2 768,3 | 2 814,1 |
| EMPLOIS | 20 332,4 | 21 979,3 | 22 899,8 | 23 826,1 |
| Consommation finale | 9 182,7 | 9 681,6 | 10 496,6 | 11 098,0 |
| Publique | 1 280,9 | 1 378,7 | 1 517,6 | 1 427,3 |
| Privée | 7 901,8 | 8 302,9 | 8 979,0 | 9 670,7 |
| Formation brute de capital fixe * | 3 749,2 | 5 302,9 | 5 301,8 | 5 417,4 |
| Exportations de biens et services | 7 400,5 | 6 994,8 | 7 101,4 | 7 310,7 |
| Biens | 6 811,8 | 6 392,2 | 6 477,6 | 6 665,7 |
| Services | 588,7 | 602,6 | 623,8 | 645,0 |
| Épargne Intérieure Brute | 6 135,7 | 6 111,9 | 6 169,2 | 6 364,7 |
| Capacité (+) ou besoin (-) de financement | 2 388,5 | 811,3 | 869,4 | 950,5 |
| Taux d'investissement (en %) | 24,5 | 33,6 | 31,8 | 31,0 |
| Variation en pourcentage | | | | |
| Taux de croissance du PIB en volume | 3,2 | 6,1 | 4,2 | 4,1 |
| Indice des prix à la consommation en moyenne annuelle | 0,9 | 4,3 | 3,0 | 1,3 |
| Indice des prix à la consommation en glissement annuel | 1,8 | 5,1 | 2,7 | 0,1 |

(a) Les comptes nationaux du Cameroun sont agrégés sur la base de l'année civile (les comptes nationaux de ce pays étant jusqu'en 2002 arrêtés sur la base de l'année budgétaire courant du 1^{er} juillet de l'année n au 30 juin de l'année n+1)

(b) estimations

* y compris variations de stocks

Source : BEAC

En 2003, le secteur pétrolier a constitué le moteur de l'activité avec une contribution de 1,3 points à la croissance du PIB. La production totale de pétrole brut a progressé de 8,5 % pour atteindre 44,6 millions de tonnes. Cette évolution résulte de la mise en production, en juillet 2003, des nouveaux gisements de Doba au Tchad et de l'extension des champs de Zafiro et d'Alba en Guinée Équatoriale, venant compenser le recul des extractions au Cameroun et au Congo. Le Gabon conserve sa première place de pays producteur (13,4 millions de tonnes), suivi par la Guinée Équatoriale (13,3), le Congo (11,2), le Cameroun (4,9) et le Tchad (1,8).

Le pétrole en zone CEMAC

| | Production en 2003 (en millions de tonnes) | En pourcentage de la production africaine | Part du PIB pétrolier dans le PIB 2003 | En pourcentage des exportations 2003 | En pourcentage des recettes fiscales |
|--------------------|---|--|--|--|---|
| Gabon | 13,4 | 3,4 % | 42 % | 81 % | 54 % |
| Guinée Équatoriale | 13,3 | 3,3 % | 88 % | 92 % | 87 % |
| Congo | 11,2 | 2,8 % | 51 % | 86 % | 70 % |
| Cameroun | 4,9 | 1,2 % | 6 % | 40 % | 24 % |
| Tchad | 1,8 | 0,5 % | 12 % | 49 % | 0 % |
| Total CEMAC | 44,6 | 11,2 % | 27 % | 76 % | 47 % |

Sources : BEAC, AIE

Considéré dans son ensemble, l'impact du secteur secondaire sur la croissance s'est élevé à 1,8 points. Les industries manufacturières ont soutenu la croissance à hauteur de 0,5 point du fait de la bonne tenue de la demande intérieure, du renforcement de la production industrielle, sauf au Gabon et en République Centrafricaine, de l'amélioration de l'approvisionnement électrique au Cameroun et de la reprise progressive du trafic ferroviaire au Congo. Avec un impact négatif de 0,1 point, l'activité du BTP a pâti de l'achèvement des travaux de construction de l'oléoduc Doba-Kibri, des retards dans l'exécution du programme d'investissement au Cameroun, de la faiblesse des ressources extérieures en raison de l'attentisme des bailleurs de fonds en République Centrafricaine et du report des négociations avec le FMI en vue de la mise en place d'un programme triennal au Gabon et au Congo. L'apport des industries minières est resté marginal (0,1 point) du fait de la baisse de la production de diamants suite à l'instabilité en République Centrafricaine.

En ce qui concerne le secteur primaire, la contribution à la croissance de la branche « agriculture, élevage, chasse et pêche » a atteint 0,8 point sous l'effet de pluies suffisantes et bien réparties, de l'augmentation des surfaces cultivées, de conditions phytosanitaires stables et de la mise en œuvre de programmes de relance des activités agricoles avec le soutien de la FAO. La récolte de cacao a progressé en raison de la revalorisation des prix d'achat aux producteurs au Cameroun justifiée par la bonne tenue des cours sur les marchés internationaux. À l'inverse, la production de coton a diminué du fait, notamment, de la persistance de stocks non écoulés de la campagne 2002–2003, de la destruction du matériel de production de la Socadetex (Société Centrafricaine de Développement du Textile) et de la crise financière que traverse la société cotonnière du Tchad (Cotontchad). La récolte de café a également baissé en raison des difficultés structurelles de la filière au Cameroun et en République Centrafricaine liées en partie à la faiblesse des cours mondiaux.

L'activité sylvicole a, quant à elle, stagné en raison de la mise en place de nouvelles réglementations (loi forestière en Guinée Équatoriale limitant les exportations et suspension, en République Centrafricaine, des permis concédés aux opérateurs) et de la morosité des marchés mondiaux du bois.

En ce qui concerne l'évolution de la demande, toutes les composantes ont progressé. L'accroissement de la consommation des ménages a été soutenu dans tous les pays (à l'exception de la République Centrafricaine) en raison notamment des recrutements dans la fonction publique et les secteurs prioritaires et de la revalorisation des salaires dans un contexte de maîtrise des tensions inflationnistes. La formation brute de capital fixe enregistre une hausse de 2,2 % du fait de l'intensification des programmes d'investissements pétroliers dans tous les pays, à l'exception du Tchad.

2.2.2. L'inflation

En 2003, le taux d'inflation a atteint 1,3 % en moyenne annuelle (3 % en 2002). L'inflation est en recul dans tous les pays sauf au Gabon et en République Centrafricaine. Cette dernière a été confrontée à des difficultés d'approvisionnement en produits vivriers. La hausse des prix est restée élevée en Guinée Équatoriale (7,3 %) liée, d'une part, à la vigueur de la demande intérieure, entretenue par la hausse de 20 % du salaire minimum dans le secteur privé et les recrutements dans la fonction publique et, d'autre part, aux problèmes d'approvisionnement en produits importés.

La maîtrise des tensions inflationnistes trouve notamment son origine dans l'accroissement de l'offre de produits vivriers en raison des conditions climatiques favorables au cours de la campagne agricole 2003 – 2004, dans la réhabilitation de certains circuits d'approvisionnement et de distribution et dans la baisse des prix des produits importés (appréciation de l'euro par rapport au dollar).

Le différentiel en matière de taux d'inflation entre les pays s'est accru : minimum de - 1,5 % (Tchad) et maximum de 7,3 % (Guinée Équatoriale).

| Évolution des indices des prix à la consommation | | | | |
|---|---|--------------|------------|------------|
| | <i>(en moyenne annuelle – en pourcentage)</i> | | | |
| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 (a) |
| Cameroun | 1,0 | 4,6 | 2,8 | 0,6 |
| Centrafrique | 3,3 | 3,8 | 2,3 | 4,2 |
| Congo | - 0,3 | 0,4 | 3,8 | - 1,2 |
| Gabon | 0,5 | 2,1 | 0,2 | 2,0 |
| Guinée Équatoriale | 4,6 | 8,8 | 7,6 | 7,3 |
| Tchad | 3,8 | 12,4 | 5,2 | - 1,5 |
| CEMAC en moyenne annuelle | 1,3 | 4,4 | 3,0 | 1,3 |
| CEMAC en glissement | 1,8 | 5,1 | 2,7 | 0,1 |
| Déflateur du PIB (variation annuelle) | 18,0 | - 0,9 | 1,4 | 0,6 |

(a) estimations
Source : BEAC

2.2.3. Les finances publiques

En 2003, une amélioration des principaux soldes budgétaires a été enregistrée, les recettes totales progressant de 3,9 % et les dépenses totales reculant de 9,9 %. Dans ce contexte, l'excédent base engagement, dons compris, a atteint 4,2 % du PIB (contre 1,5 % en 2002).

Les recettes budgétaires ont augmenté sous l'impulsion de la croissance des recettes fiscales non pétrolières (+ 8,4 %), du fait de l'amélioration du recouvrement des impôts et taxes et des efforts entrepris pour élargir l'assiette fiscale. Le recul des recettes pétrolières est resté limité à 0,8 %, la hausse de la production et la fermeté des cours mondiaux du pétrole ayant compensé la dépréciation du dollar. Le taux de pression fiscale s'élève à 21 % du PIB (21,2 % en 2002).

Le repli significatif des dépenses totales et prêts nets trouve son origine dans la baisse des dépenses courantes (- 8,2 %). Les paiements d'intérêts sur la dette sont en baisse, en partie due à la dépréciation du dollar vis-à-vis de l'euro. Quant aux dépenses en capital, elles sont également en retrait (- 5,9 %) en raison des lenteurs constatées dans l'exécution des projets financés sur ressources PPTE au Cameroun et à la faible mobilisation des financements extérieurs du fait des retards dans la finalisation des négociations avec le FMI au Congo et au Gabon. Le taux d'investissement public s'est ainsi établi à 4,1 % (4,5 % en 2002).

Des arriérés de paiement extérieurs ayant été accumulés par les États à hauteur de FCFA 188,6 milliards, le solde base caisse est ressorti excédentaire à FCFA 796,9 milliards.

Les États ont réduit leur endettement intérieur à hauteur de FCFA 602,2 milliards. Il en va de même pour l'endettement extérieur, les importants amortissements des emprunts étant supérieurs à la somme des nouveaux tirages et des montants ayant fait l'objet d'une renégociation de dette.

Tableau des opérations financières de la CEMAC (a)

Agrégation des TOFE des 6 pays de la CEMAC – Chiffres non consolidés

(en milliards de francs CFA courants)

| | 2000 | 2001 | 2002 | 2003 (b) |
|--|----------------|----------------|----------------|----------------|
| RECETTES TOTALES | 3 578,3 | 3 752,7 | 3 668,4 | 3 810,0 |
| Recettes | 3 424,5 | 3 607,0 | 3 536,3 | 3 674,3 |
| Recettes fiscales non pétrolières | 1 550,9 | 1 658,1 | 1 773,5 | 1 923,1 |
| Recettes pétrolières | 1 861,4 | 1 935,8 | 1 737,6 | 1 724,3 |
| Autres recettes | 19,2 | 25,4 | 25,2 | 26,9 |
| Dons extérieurs | 153,8 | 145,7 | 132,1 | 135,7 |
| DÉPENSES TOTALES ET PRÊTS NETS | 2 898,4 | 3 264,6 | 3 410,6 | 3 073,1 |
| Dépenses courantes | 2 172,7 | 2 407,6 | 2 537,7 | 2 329,1 |
| Salaires | 740,4 | 768,0 | 838,3 | 887,4 |
| Intérêts | 615,7 | 716,8 | 552,2 | 478,6 |
| Intérêts sur la dette intérieure | 61,8 | 71,8 | 76,4 | 82,2 |
| Intérêts sur la dette extérieure | 553,9 | 645,1 | 475,8 | 396,4 |
| Autres dépenses courantes | 816,6 | 922,8 | 1 147,2 | 963,1 |
| Dépenses en capital | 677,5 | 773,1 | 753,1 | 708,9 |
| Dépenses budgétaires | 409,3 | 537,0 | 536,3 | 553,9 |
| Dépenses financées sur emprunts extérieurs | 268,2 | 236,1 | 216,8 | 155,0 |
| Dépenses de restructuration | 48,2 | 83,9 | 118,2 | 34,3 |
| Prêts nets | 0,0 | 0,0 | 1,6 | 0,8 |
| SOLDE PRIMAIRE (HORS DONNS) (1) | 1 348,2 | 1 223,6 | 818,3 | 1 152,6 |
| SOLDE BASE ENGAGEMENTS (DONS COMPRIS) (2) | 679,9 | 488,1 | 257,8 | 736,9 |
| ARRIÉRÉS | - 512,4 | - 243,6 | - 258,1 | 60,0 |
| Arriérés intérieurs | - 337,7 | - 418,5 | - 122,4 | - 128,6 |
| Arriérés extérieurs | - 174,7 | 174,9 | - 135,7 | 188,6 |
| SOLDE (BASE CAISSE) (3) | 167,5 | 244,5 | - 0,3 | 796,9 |
| FINANCEMENT | - 167,4 | - 244,5 | 0,8 | - 796,9 |
| Financement Intérieur | - 490,9 | - 24,1 | - 406,4 | - 602,2 |
| Bancaire | - 191,4 | 196,3 | - 46,1 | 22,9 |
| Non bancaire | - 299,5 | - 220,4 | - 360,3 | - 625,1 |
| Financement Extérieur | 323,5 | - 220,4 | 407,2 | - 194,7 |
| Tirages sur emprunts | 175,1 | 210,8 | 147,3 | 128,7 |
| Amortissements sur emprunts dette extérieure | - 852,5 | - 840,9 | - 832,1 | - 722,4 |
| Réaménagement de la dette extérieure | 935,7 | 342,6 | 866,0 | 363,2 |
| Divers | 65,1 | 67,1 | 225,5 | 35,8 |
| PIB (au prix du marché) | 15 318,4 | 15 793,5 | 16 665,9 | 17 462,7 |
| En pourcentage du PIB | | | | |
| Recettes totales (hors dons) | 22,4 | 22,8 | 21,2 | 21,0 |
| Dépenses courantes | 14,2 | 15,2 | 15,2 | 13,3 |
| Solde: | | | | |
| <i>budgétaire de base (4)</i> | 5,2 | 3,7 | 2,1 | 4,3 |
| <i>base engagements (dons compris)</i> | 4,4 | 3,1 | 1,5 | 4,2 |
| <i>base caisse</i> | 1,1 | 1,5 | 0,0 | 4,6 |

(a) Le tableau des opérations financières du Cameroun est agrégé sur la base de l'année civile. Cf. note (a) tableau « comptes nationaux CEMAC »
(b) estimations

(1) Solde primaire = recettes – dépenses courantes (hors intérêts sur dette publique) – dépenses en capital (hors celles financées sur ressources extérieures) – dépenses de restructuration – prêts nets

(2) Solde (base engagements) = recettes totales (y c. dons) – dépenses totales

(3) Solde (base caisse) = Solde (base engagements) + arriérés

(4) Solde budgétaire de base = Recettes totales (hors dons) – Dépenses totales (hors investissements financés sur recettes extérieures)

Source : BEAC

2.2.4. La balance des paiements

| Balance des paiements des pays de la CEMAC (a) | | | |
|---|------------------|------------------|------------------|
| Agrégation des balances des paiements des 6 pays de la CEMAC – Chiffres non consolidés. | | | |
| <i>(en milliards de francs CFA courants)</i> | | | |
| | 2001 | 2002 | 2003 (b) |
| TRANSACTIONS COURANTES | - 1 021,3 | - 1 225,0 | - 1 282,9 |
| Balance commerciale | 2 852,6 | 3 011,8 | 3 116,4 |
| Exportations FOB | 6 392,1 | 6 477,4 | 6 665,9 |
| Importations FOB | - 3 539,5 | - 3 465,6 | - 3 549,5 |
| Balance des services | - 2 043,7 | - 2 144,5 | - 2 169,0 |
| Balance des revenus | - 1 949,9 | - 2 200,8 | - 2 379,8 |
| Balance des transferts courants | 119,7 | 108,5 | 149,5 |
| COMPTE DE CAPITAL ET D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES | 512,8 | 675,1 | 903,6 |
| COMPTE DE CAPITAL | 110,8 | 104,0 | 67,4 |
| Publics (nets) | 100,6 | 102,2 | 66,4 |
| Privés (nets) | 10,2 | 1,8 | 1,0 |
| COMPTES FINANCIERS | 402,0 | 571,1 | 836,2 |
| Investissements directs (nets) | 997,4 | 1 191,0 | 1 548,5 |
| Investissements de portefeuille (nets) | - 8,8 | - 5,2 | - 5,1 |
| Autres investissements (nets) | - 586,6 | - 614,7 | - 707,2 |
| ERREURS ET OMISSIONS | - 162,7 | 53,2 | - 198,9 |
| SOLDE GLOBAL | - 671,2 | - 496,7 | - 578,2 |
| FINANCEMENT | 671,2 | 496,7 | 578,2 |
| Variations des réserves officielles | 112,7 | - 245,5 | - 9,4 |
| Financements exceptionnels | 558,5 | 742,2 | 587,6 |
| Variation des arriérés extérieurs (baisse -) | 174,9 | - 135,7 | 188,6 |
| Allègements et annulations de dettes | 383,6 | 877,9 | 399,0 |
| Exportations/Importations (%) | 180,6 | 186,9 | 187,8 |

(a) La balance des paiements du Cameroun est agrégée sur la base de l'année civile (la balance des paiements de ce pays étant jusqu'en 2002 arrêtée sur la base de l'année budgétaire courant du 1^{er} juillet de l'année n au 30 juin de l'année n+1)

(b) Estimations

Source : BEAC

Le déficit des transactions courantes a atteint 7,4 % du PIB en 2003, soit un niveau à peu près équivalent à celui enregistré en 2002 (7,3 %). La progression de l'excédent commercial (+ 3,5 %), en liaison avec l'amélioration des termes de l'échange, a été compensée par le creusement des déficits de la balance des services (+ 1,1 %) et des revenus (+ 8,1 %).

Les exportations ont augmenté de 2,9 %. La hausse des quantités exportées de produits de base associée à la bonne tenue des cours sur les marchés internationaux ont limité l'effet « dépréciation du dollar ». Les importations sont en hausse de 2,4 % reflétant la progression des commandes d'équipement du secteur pétrolier dans le cadre de l'intensification de la prospection et de l'exploitation, notamment en Guinée Équatoriale.

L'alourdissement du déficit de la balance des revenus s'explique par l'augmentation des rapatriements de bénéfices des sociétés pétrolières.

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières a progressé de 33,9 % grâce à l'accroissement des investissements directs étrangers dans les secteurs pétrolier, forestier et agro-industriel.

Au total, le déficit global de la balance des paiements agrégée s'est accru de 16,4 %. Il a été financé, compte tenu d'une reconstitution des réserves officielles de FCFA 9,4 milliards, par de nouveaux arriérés extérieurs pour FCFA 188,6 milliards et par une réduction et un réaménagement de la dette extérieure à hauteur de FCFA 399 milliards.

2.2.5. La dette extérieure

| Dette extérieure des pays de la CEMAC | | | | |
|---|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <i>(encours en millions de dollars)</i> | | | | |
| | 1999 | 2000 | 2001 | 2002 |
| DETTE À COURT ET LONG TERME | 20 808 | 20 298 | 18 435 | 19 792 |
| Dette à long terme | 17 304 | 16 951 | 15 772 | 16 959 |
| Dette publique garantie | 16 949 | 16 634 | 15 546 | 16 782 |
| Dette privée non garantie | 355 | 317 | 226 | 177 |
| Recours aux crédits FMI | 412 | 469 | 480 | 548 |
| Dette à court terme | 3 093 | 2 879 | 2 184 | 2 286 |
| dont arriérés d'intérêts sur dette à long terme | 908 | 1 086 | 976 | 1 168 |
| <i>Envers créanciers publics</i> | 633 | 768 | 717 | 867 |
| <i>Envers créanciers privés</i> | 275 | 318 | 259 | 301 |
| Pour mémoire | | | | |
| Arriérés sur principal de dette à long terme | 2 435 | 2 735 | 2 493 | 2 945 |
| <i>Envers créanciers publics</i> | 1 427 | 1 687 | 1 598 | 1 970 |
| <i>Envers créanciers privés</i> | 1 008 | 1 048 | 896 | 975 |
| Crédits à l'exportation | 4 536 | 4 333 | 3 922 | 4 519 |
| Indicateurs de dette (en pourcentage) | | | | |
| Dette totale / exportations biens et services | 274,2 | 193,3 | 196,2 | 174,3 |
| Dette totale / PIB | 98,3 | 80,8 | 74,4 | 67,3 |
| Service de la dette/ exportations biens et services | 25,1 | 17,3 | 21,7 | 17,7 |
| Service de la dette / recettes budgétaires | 52,0 | 38,0 | 42,3 | 35,8 |
| Dette multilatérale / dette totale | 19,9 | 19,5 | 20,4 | 20,9 |

Sources : Banque mondiale (2004) et BEAC

Selon la Banque mondiale, l'encours de la dette extérieure des pays de la CEMAC s'élevait, à fin 2002, à USD 19 792 millions, soit 67,3 % du PIB. Cet endettement, pour l'essentiel à long terme et concessionnel, est contracté à hauteur de 20,9 % auprès de créanciers multilatéraux.

2.2.6. L'intégration régionale

La poursuite d'une croissance régulière implique une plus grande stabilité politique, une meilleure gouvernance et une diversification de la base productive, dans le cadre d'une intégration régionale renforcée. La CEMAC, instituée par le Traité du 16 mars 1994, a pour vocation de compléter la coopération monétaire par la constitution d'un espace économique unifié, fondé sur l'harmonisation graduelle des politiques économiques et de l'environnement juridique. La surveillance des politiques macroéconomiques est assurée par le Secrétariat Exécutif de la CEMAC.

En ce qui concerne la surveillance multilatérale, une Directive régionale a été adoptée en juillet 2001, fixant de nouveaux critères et indicateurs de convergence, dont quatre critères de premier rang identiques à ceux retenus en UEMOA. Ces nouveaux critères, qui sont entrés en vigueur en 2002, s'énoncent comme suit : le solde budgétaire de base rapporté au PIB doit être supérieur ou égal à zéro, la dette publique rapportée au PIB ne doit pas excéder 70 %, de nouveaux arriérés, tant intérieurs qu'extérieurs, ne doivent

pas être accumulés, le taux d'inflation en moyenne annuelle ne doit pas excéder 3 %. Le respect des critères, à l'exception de celui relatif au taux d'inflation, requis immédiatement, doit être obtenu à un horizon de trois ans, dans le cadre d'un programme triennal de convergence, à l'échéance de 2005. Les critères doivent, notamment, permettre une plus grande maîtrise des finances publiques et une meilleure appréciation de la convergence des politiques budgétaires. Toutefois, le non-respect des critères de surveillance ne se traduit pas par des sanctions mais par l'adoption d'une recommandation à l'égard de l'État concerné.

L'examen de la situation de la convergence à fin décembre 2003 montre que seul le Cameroun, satisfaisait aux quatre critères de surveillance multilatérale ; le Gabon et la Guinée Équatoriale en respectaient trois, le Congo et le Tchad deux et la République Centrafricaine aucun.

Position indicative des États par rapport aux critères de la surveillance multilatérale

(Résultats au 31 décembre 2003)

| Critères de surveillance | Cameroun | | RCA | | Congo | | Gabon | | Guinée Équatoriale | | Tchad | |
|--|----------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|--------------------|-------|-------|-------|
| | 2002 | 2003 | 2002 | 2003 | 2002 | 2003 | 2002 | 2003 | 2002 | 2003 | 2002 | 2003 |
| Taux d'inflation annuel moyen ≤ 3 % | + | + | + | - | - | + | + | + | - | - | - | + |
| Solde budg. de base positif ou nul | + | + | - | - | - | + | + | + | + | + | - | - |
| Variation arriérés ≤ 0 | + | + | - | - | - | - | - | - | - | + | - | - |
| Dette publique totale sur PIB nominal ≤ 70 % | + | + | - | - | - | - | + | + | + | + | + | + |
| Nombre de critères respectés | 4 / 4 | 4 / 4 | 1 / 4 | 0 / 4 | 0 / 4 | 2 / 4 | 3 / 4 | 3 / 4 | 2 / 4 | 3 / 4 | 1 / 4 | 2 / 4 |

+ = respecté ; - = non respecté

Source : Secrétariat Exécutif de la CEMAC

Dans le domaine financier, le règlement communautaire visant à lutter contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, élaboré sous les auspices de la BEAC en coopération avec les États membres a été adopté par le Comité Ministériel de l'UMAC le 28 mars 2003. Le GABAC (Groupe Anti Blanchiment d'Afrique Centrale), dont le siège est situé à Bangui, a été inauguré le 31 mars 2004 par le Comité ministériel de l'UMAC. Le Comité ministériel a adopté le règlement intérieur du GABAC ainsi que son budget et a officialisé la prise de fonctions des trois membres dirigeants du GABAC. La mission du GABAC est de soutenir et de coordonner la lutte anti-blanchiment dans la sous-région en concertation avec les cellules nationales de renseignement financier (Agences nationales d'investigation financière, « ANIF ») dont la création par les États membres est attendue.

Par ailleurs, le projet de bourse régionale (BVMAC), dont la création à Libreville avait été décidée au sommet des chefs d'État de N'Djamena en décembre 2000, a continué de progresser après la tenue, le 27 juin 2003, de son assemblée générale constitutive avec la souscription au capital de celle-ci de sociétés originaires de cinq des six pays de la CEMAC. Les premières cotations sont prévues pour 2005. Parallèlement, la bourse de Douala (Douala Stock Exchange-DSX) a été inaugurée le 25 avril 2003 ; les premières cotations pourraient avoir lieu au second semestre 2004.

2.2.7. Les perspectives pour 2004

Pour 2004, les perspectives économiques et financières de la sous-région sont globalement favorables. La croissance devrait être soutenue en raison de l'accroissement de la production et des exportations pétrolières, notamment en Guinée Équatoriale et au Tchad, et du dynamisme de la consommation, tant privée que publique. Les services de la BEAC anticipent un taux de croissance du PIB, en termes réels, de 7,9 %. L'essor de l'activité devrait être particulièrement important au Tchad (+ 38,7 %) et en Guinée Équatoriale (+ 24,1 %).

Le ralentissement des tensions inflationnistes devrait se poursuivre grâce notamment à l'amélioration de l'approvisionnement en biens de consommation courante des grands centres urbains et au renforcement de capacités de fourniture d'énergie électrique au Cameroun, au Congo et au Tchad. Dans ce contexte, le taux d'inflation devrait s'élever, en moyenne annuelle, à 1,2 % en 2004.

À plus long terme, l'avenir des économies de la CEMAC reste dépendant des perspectives de la production pétrolière. Or, celles-ci s'annoncent divergentes entre, d'une part, la mise en valeur des champs de Doba au Tchad et la montée en puissance de la production pétrolière en Guinée Équatoriale et, d'autre part, le déclin des puits en production au Cameroun. Cette dépendance à l'égard du pétrole, illustrée par des symptômes de « maladie hollandaise »¹ dans certains pays de la sous-région, souligne la nécessité d'une gestion à long terme des recettes pétrolières et la souhaitable diversification de la base productive de la CEMAC.

¹ Il est d'usage d'appeler « maladie hollandaise » les déséquilibres dans le système productif générés par la polarisation de la base productive que les pays mono producteurs de matières premières (pétrole notamment) sont susceptibles de rencontrer.